

Revue Catholica

Revue de réflexion politique et religieuse soutenue par le Centre National du Livre.

Guerres sans nom

Teodoro Klitsche de la Grange , le vendredi 28 septembre 2012

La crise financière qui affecte depuis plusieurs mois la « zone euro » est une nouvelle fois l'occasion de se demander si un tel phénomène constitue un fait purement économique et financier, imputable à des erreurs liées à la « construction » de l'euro – à commencer par celle d'avoir mis en place une monnaie sans Etat – ou s'il ne constitue pas, pour une part non négligeable, une réalité d'ordre politique.

Si l'on juge cette crise à ses effets, son caractère politique apparaît immédiatement : en moins de huit mois, les gouvernements de deux pays de la zone euro, alors qu'ils avaient fait l'objet d'une investiture populaire, ont été remplacés par des équipes de techniciens. Ce fait a été en grande partie causé par la crise financière.

Il n'est pas suffisant, bien sûr, de juger de la nature politique d'une cause (situation ou fait) à partir de ses effets : une maladie peut avoir des conséquences politiques de grande importance – et l'histoire le démontre largement¹ –, mais elle ne constitue pas en tant que telle une cause politique. Dans le même temps, le fait qu'une cause soit économique ne signifie pas que ceux qui la produisent et les finalités que ces derniers recherchent ne puissent pas être politiques. Un exemple parmi tant d'autres est la décision des Alliés, en 1941, d'imposer au Japon un embargo sur les exportations de pétrole et de matériaux ferrugineux. Cela s'avéra plus efficace que l'action de l'armée chinoise tout entière, puisque le Japon fut contraint d'attaquer les puissances anglo-saxonnes avant la fin de l'année. Si les généraux japonais avaient différé leur action de quelques mois, le Japon aurait subi une crise économique dévastatrice qui l'aurait probablement obligé à se retirer de la Chine très rapidement.

Dans cette situation où la violence n'avait pas été employée, l'enchaînement de faits ne pouvait être réduit au simple constat (économique) que le Japon avait manqué de fer et de pétrole, ou que les Alliés – qui en avaient en abondance – avaient le droit de ne pas leur en fournir. Ce qui contribua à faire de cette décision une mesure politique fut son auteur (les puissances anglo-saxonnes et leurs satellites) et son but (obtenir du Japon son retrait de la Chine qu'il occupait). En Italie comme en Europe, presque personne n'a prêté attention au fait que la crise financière avait peut-être un caractère et un but politiques, ni aux personnes qui pourraient avoir intérêt à la provoquer à des fins politiques. Par certains aspects, cela n'est pas surprenant. Le refus de la politique – non seulement en tant qu'activité, mais aussi en tant que caractéristique constante de l'existence humaine –, qui a progressivement caractérisé la modernité à partir du XVIII^e siècle, est devenu prédominant en Europe et dans tout l'Occident au cours de ces dernières décennies.

Il y a vingt ans, la thèse de Fukuyama consistant à dire que la sortie de la guerre froide constituait la fin de l'histoire était à la mode. La planète n'avait plus qu'une superpuissance, les Etats-Unis ; il n'y avait plus aucun ennemi, car celui qui existait alors, le communisme, avait été vaincu et rien ne permettait de penser qu'il allait resurgir – idée qui, avec le temps, demanderait à être prouvée, y

compris encore aujourd'hui. Cette thèse, comme d'autres, était fondée sur la conviction qu'il n'y aurait plus d'ennemi ni de conflit politique extrême, et que tous les conflits – forcément résiduels depuis la fin de l'histoire – pourraient désormais être « gérés » par des moyens juridiques et économiques : « gouvernance », technocratie, « administration des choses » à la place du « gouvernement des hommes »². [...]

Le vendredi 28 septembre 2012 à 20:59 . Classé dans [Numéro 116](#). Vous pouvez suivre toutes les réponses à ce billet via le [fils de commentaire \(RSS\)](#). Les commentaires et pings ne sont plus permis.